

Plate-forme revendicative votée lors de l'AG de la BnF le 25/03

La Bibliothèque nationale de France subit actuellement de plein fouet

une politique d'austérité qui se traduit par la suppression de 59 postes

en équivalent temps plein et la baisse de son budget de 4,3 millions

d'euros, auxquels s'ajoute un gel de crédits de 3,4 millions d'euros.

Cette politique d'austérité voulu par le gouvernement et le ministère de

la Culture menace les missions de la BnF, dégrade les conditions de

travail de ces agents et aggrave la précarité.

Mais face à cette casse programmée du service public de la bibliothèque,

le personnel de la BnF se mobilise. Il s'est réuni en Assemblée Générale

le lundi 25 mars, à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FSU-SUD Culture

et a adopté la plate-forme revendicative suivante par 104 voix pour, 2

contre, 14 abstentions et un refus de prendre part au vote :

pour l'arrêt des travaux du haut de jardin (4,9 millions d'euros)

alors que la direction exige 4,4 millions d'économie pour l'année 2013

pour l'arrêt des suppressions de postes et la création de postes

statutaires partout où cela est nécessaire

pour des moyens à la hauteur des besoins et des missions de la BnF

pour le respect de nos missions (conservation, catalogage, acquisitions, service public...)

contre la privatisation de locaux appartenant à la BnF au bénéfice de la société MK2

contre la marchandisation de collections publiques numérisées, la privatisation de leurs accès au bénéfice de sociétés privées et pour le démantèlement de la filiale « BnF-partenariats ».

contre la multiplication des contrats précaires et la remise en cause des droits des vacataires et pour un large plan de titularisation.

SUD Culture Solidaires soutient la mobilisation des agents de la BnF et réclame que le ministère de la Culture ouvre immédiatement des négociations sur leurs revendications.

Mais nous savons qu'il ne s'agit pas de problèmes qui ne concerneraient

que la BnF. Tous les établissements, services déconcentrés et services

centraux du ministère de la Culture sont touchés, à un degré ou à un

autre, par la mise en oeuvre de cette politique de régression sociale.

Il est donc nécessaire de nous mobiliser collectivement, dans

tous les
établissements et dans tous les services, pour refuser ce que
l'on tente
de nous imposer et pour gagner des améliorations.

Les services publics, leurs agents et leurs usagers-ères n'ont
pas à
faire les frais de la crise du capitalisme. Mobilisons nous
toutes/tous
ensemble pour les défendre.